



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Prix des carburants

Question au Gouvernement n° 1472

### Texte de la question

#### PRIX DES CARBURANTS

**Mme la présidente** . La parole est à M. Philippe Brun.

**M. Philippe Brun** . Monsieur le premier ministre, entendez-vous la détresse des Français qui travaillent, de la France qui décroche sous le poids de la hausse des prix, en particulier de l'augmentation exponentielle de ceux du carburant ? Les Français, qui depuis cinq ans déjà assistent à l'augmentation de 25 % des prix alimentaires et de 50 % des prix énergétiques, constatent l'explosion des factures de carburant : une hausse de 30 % du prix du gazole et de 25 % du sans-plomb.

Face à cette explosion, vous avez été muet pendant au moins trois semaines, durant lesquelles aucune réponse concrète n'a été apportée à leurs difficultés.

**M. Jean-René Cazeneuve** . C'est faux !

**M. Philippe Brun** . Dans l'Eure, il faut parcourir en moyenne 60 kilomètres pour aller de son domicile à son lieu de travail. Aujourd'hui, des millions de Français sont dans l'incapacité de le faire ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.*)

D'autres pays européens ont pris les mesures qui s'imposent. Le gouvernement socialiste espagnol a notamment décidé de diminuer les taxes et de bloquer les marges des distributeurs et des producteurs.

Nous avons entendu les annonces que vous avez faites il y a quelques jours : vous proposez de n'aider que 3 millions de Français. Mais ce sont les 40 millions d'automobilistes qu'il faut aider ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.*)

**M. Jean-René Cazeneuve** . Démago !

**M. Philippe Brun** . Je parle de ces Françaises et de ces Français qui parcourent de longues distances pour aller travailler chaque matin.

Nos concitoyens attendent des mesures concrètes. Vous avez seulement proposé de rembourser 3 millions d'entre eux, s'ils se présentent à un guichet qui ne sera ouvert que dans trois mois ! Comment peut-on penser que cette solution règlera les immenses problèmes de trésorerie que rencontrent nos compatriotes pour se rendre sur leur lieu de travail ? Des solutions existent ; êtes-vous prêt à agir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'énergie.

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie* . Vous parlez de la France qui travaille, mais cette France, avec le premier ministre, nous avons décidé de l'aider dès les premiers jours du conflit, en étant aux côtés des secteurs les plus exposés. Je pense aux pêcheurs, aux agriculteurs, aux professionnels du BTP et aux transporteurs les plus en difficulté. Derrière ces activités, il y a des emplois, donc des salaires.

**M. Sylvain Maillard** . Eh oui !

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée* . Nous avons également décidé d'être aux côtés des Français les plus fragiles, ce que vous pouviez légitimement nous demander. Au total, ce sont 3 millions de Français, ceux pour qui le prix à la pompe pèse le plus sur le pouvoir d'achat, que nous avons soutenus.

Ces décisions, nous les avons prises en tenant compte de la réalité des finances publiques. Je vous ai entendu dire, sur une chaîne de télévision, que l'État s'enrichissait sur le dos de la crise. C'est complètement faux et proprement irresponsable de tenir ce type de discours ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

**M. Sylvain Maillard** . Exactement !

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée* . Jamais l'État ne s'est enrichi sur le dos d'une crise énergétique. Entre la baisse de la consommation et la hausse des taux d'intérêt, l'État ne gagne jamais d'argent dans un tel contexte. Pour le gouvernement, l'enjeu est de concilier le soutien à l'activité, l'accompagnement des ménages les plus modestes et le respect des objectifs fixés en matière de finances publiques – l'argent que nous dépensons aujourd'hui, c'est l'argent que nous n'aurons pas demain pour soutenir les services publics ou baisser les impôts ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe EcoS.*)

**M. Sylvain Maillard** . Bravo !

**Mme la présidente** . La parole est à M. Philippe Brun.

**M. Philippe Brun** . Au cours du dernier mois, les recettes de TVA ont explosé de 2 milliards en France – c'est ce que nous disent les documents qui ont été transmis à la commission des finances – et l'État a gagné 270 millions supplémentaires rien que sur les carburants. (*Exclamations sur les bancs du groupe EPR.*) Il est urgent de rendre cette manne aux Français qui travaillent ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

**M. Sylvain Maillard** . Il y a moins d'activité, donc moins de recettes fiscales !

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre déléguée.

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée* . Je vous renvoie aux données publiées et mises à jour par le ministre de l'action et des comptes publics, David Amiel, et je le répète : entre la baisse de la consommation, la hausse des taux d'intérêt et la hausse des Opex au Moyen-Orient, l'aide débloquée par le gouvernement coûte entre 4 et 6 milliards à l'État français ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et HOR.*)

**Plusieurs députés du groupe Dem** . Eh oui !

## Données clés

**Auteur** : [M. Philippe Brun](#)

**Circonscription** : Eure (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialistes et apparentés

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1472

**Rubrique** : Énergie et carburants

**Ministère interrogé** : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

**Ministère attributaire** : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 29 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 avril 2026